

**Commune de Saint Hilaire du Touvet**  
**n°45/2018**

**Arrêté suspendant l'implantation des compteurs de type  
« LINKY » sur le territoire de la commune  
de St Hilaire du Touvet**

**Le Maire de la commune de Saint Hilaire du Touvet**

- ◊ Vu l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales ;
- ◊ Considérant que les compteurs Linky appelés à être déployés sur le territoire de la Commune ont vocation à enregistrer des données de consommation, comme les courbes de charge, qui permettent de fournir le profil de consommation d'une personne physique identifiable ;
- ◊ Considérant que l'implantation d'un tel dispositif enregistrant en continu des informations identifiantes, susceptibles ainsi de retranscrire le détail de la vie personnelle, constitue une ingérence dans la vie privée des personnes concernées ;
- ◊ Considérant que, par sa délibération n°2012-404 du 15 novembre 2012, le pack de conformité de mai 2014 et la communication du 30 novembre 2015, la CNIL a formulé plusieurs recommandations tendant à imposer que le consentement des personnes soit recueilli préalablement à la collecte et au traitement de leurs données personnelles ;
- ◊ Considérant que, par la publication du Règlement Général de la Protection des Données personnelles (RGPD) au JO du 4 mai 2016, applicable au 25 mai 2018, sont formulées plusieurs obligations tendant à imposer que le consentement des personnes soit recueilli préalablement à la collecte et au traitement de leurs données personnelles sous la forme d'une information intelligible, concise, transparente et aisément accessible, en des termes clairs et simples. Ces informations doivent figurer sur le support de la collecte ou sur un document préalablement porté à la connaissance des personnes concernées ;
- ◊ Considérant qu'il n'est pas établi que ces recommandations et obligations soient respectées par le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité ;
- ◊ Considérant qu'au contraire, plusieurs éléments semblent établir la non-conformité du déploiement et des traitements opérés par les compteurs communicants Linky avec les recommandations de la CNIL et du RGPD et notamment : l'enregistrement de la courbe de charge à un pas de temps de 30 minutes au lieu d'un pas de temps horaire, l'absence de recueil par le gestionnaire du réseau du consentement libre, éclairé, spécifique et exprès des usagers pour la transmission de leurs données de consommation à des tiers, l'insuffisante information des personnes sur les fonctionnalités des compteurs, sur les risques en termes de violation de la vie privée et sur les droits et moyens dont elles disposent pour les maîtriser ;
- ◊ Considérant que par courrier du 31 mai 2018, le maire a sollicité de la CNIL qu'elle procède à la vérification de la régularité du déploiement des compteurs communicants Linky et des traitements qu'ils opèrent au regard de la loi du 6 janvier 1978 et de ses propres recommandations ;

- ◊ Considérant que dans l'attente des résultats de cette vérification, la préservation de la tranquillité publique justifie la suspension du déploiement des compteurs sur la Commune ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le déploiement des compteurs Linky est suspendu sur le territoire de la Commune tant que la régularité de leur installation et des traitements de données à caractère personnel qu'ils opèrent n'aura pas été vérifiée par la CNIL et les résultats communiqués à la Commune.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié et ampliation du présent arrêté sera transmise à :  
➤ Monsieur le Préfet de l'Isère,

**Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté :**

- transmis en Préfecture de l'Isère le 1<sup>er</sup> juin 2018
- publié par affichage, le 1<sup>er</sup> juin 2018

Fait à Saint Hilaire du Touvet,  
Le 31 mai 2018

Le Maire,

Philippe

